

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/41993]

**27 MAI 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives au financement des opérateurs de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, article 47, remplacé par le décret du 20 février 2014, article 47/3, inséré par le décret du 20 février 2014, article 56, modifié par le décret du 20 février 2014, article 56/7, inséré par le décret du 23 mars 2017, article 114, modifié par le décret du 28 avril 2016, article 115, modifié par les décrets des 20 février 2014 et 28 avril 2016, article 149/17, inséré par le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018, et article 154/4, inséré par le décret du 27 mars 2014 et modifié par le décret du 8 novembre 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 mai 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 6 mai 2021;

Vu le rapport du 23 avril 2021 établi conformément à l'article 4, 2<sup>o</sup>, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

Vu l'avis de l'organe de concertation intra-francophone donné le 12 mai 2021;

Vu l'avis 69.361/4 du Conseil d'État, donné le 17 mai 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, articles 12/1, 12/2, 29 à 36, 38/1 à 38/15, 93 à 124, 235/9 à 235/12, 237/6 et 237/7, 251 et 251/1;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes au sein, actuellement, du Comité de Concertation qui se réunit depuis début mars 2020;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté ministériel du 26 mars 2021;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoirs et, notamment celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 24 mars 2021, afin d'en limiter la propagation;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du COVID-19 sur le territoire européen et belge;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le COVID-19 pour la population belge;

Considérant en effet qu'il a été rappelé, en mars 2021, par le Gouvernement fédéral que la moyenne journalière des nouvelles contaminations avérées au coronavirus COVID-19 en Belgique était très fortement remontée à 4331 cas confirmés positifs à la date du 26 mars 2021 et qu'au total 2492 patients atteints du coronavirus COVID-19 étaient pris en charge dans les hôpitaux belges; qu'à cette même date, au total 651 patients étaient pris en charge dans les unités de soins intensifs;

Qu'une diminution des chiffres est toujours nécessaire en vue de sortir de cette situation épidémiologique dangereuse;

Considérant que la situation épidémiologique actuelle nécessite à nouveau de limiter de façon drastique les contacts sociaux et les activités autorisées;

Considérant, en conséquence, que le Gouvernement fédéral a rappelé que le télétravail était obligatoire, sauf lorsque l'activité ne le permet pas;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité;

Considérant dès lors que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional;

Considérant que la crise, et ses conséquences en termes d'organisation du travail notamment, est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière d'action sociale, ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer, et notamment d'avoir un impact important sur le financement des opérateurs du secteur de l'action sociale dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables, afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs;

Considérant qu'il convient, afin d'assurer le principe de continuité des services publics, d'aménager les modalités d'organisation des services publics en charge des dispositifs relevant des politiques de l'action sociale, tout en assurant le respect des droits de leurs bénéficiaires;

Considérant l'insécurité juridique dans laquelle se trouvent actuellement les services agréés et subventionnés quant au niveau de financement auquel ils peuvent prétendre, compte tenu de la variation importante dans leurs activités due à la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant que le risque découlant de cette insécurité juridique et financière est que ces acteurs réduisent leur niveau de service et de qualité de prise en charge à destination des bénéficiaires;

Considérant, en conséquence, qu'il convient d'assurer l'octroi des subventions aux opérateurs et le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant de l'action sociale, afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures, afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet;

Considérant le caractère particulièrement indispensable du maintien de l'offre de service et de la qualité de prise en charge dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19;

Considérant, par tous ces éléments, l'urgence d'adapter rapidement les mesures de financement des opérateurs de l'action sociale;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que l'arrêté en projet contient des dispositions qui concernent l'année 2021;

Que, par ailleurs, même si certaines dispositions concernent les subventions octroyées en 2022 elles revêtent un caractère urgent car ces subventions seront fixées en fonction de paramètres d'activité de l'année 2020 ou 2021; paramètres d'activité actuellement en cours et déjà même terminés pour certains;

Qu'enfin, les opérateurs des secteurs de l'action sociale ont impérativement besoin d'être fixés sur leur sort pour l'année 2021 car, si des mesures spécifiques devaient être prises par ces opérateurs en raison de l'influence de la crise sanitaire sur leur financement futur, c'est déjà aujourd'hui que ceux-ci doivent pouvoir l'anticiper;

Considérant que l'urgence est justifiée;

Considérant qu'au besoin et en cas d'allongement ou d'aggravation des circonstances sanitaires exceptionnelles précitées, ces mesures exceptionnelles seront revues ou prolongées;

Qu'il convient, à cette fin, de déléguer au Ministre ayant l'action sociale dans ses attributions, l'autorisation de prolonger l'effet des mesures envisagées, en cas de persistance, au-delà du 1<sup>er</sup> octobre 2021, des circonstances sanitaires liées à la crise sanitaire du COVID-19;

Considérant qu'il est nécessaire que le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2021 afin d'éviter toute interruption dans les adaptations déjà accordées;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, le montant de la subvention n'est pas supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire pour ce qui est subventionné.

#### CHAPITRE II. — Mesures relatives aux services d'insertion sociale

**Art. 3.** Par dérogation à l'article 29, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, ci-après dénommé « CRWASS », pour justifier de l'utilisation de la subvention de l'année 2021 et pour calculer la subvention de l'année 2022, pour un temps plein, le service agréé est dispensé de justifier un volume d'activités consacrées au travail de groupe d'au moins dix-neuf heures par semaine entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 30 septembre 2021 inclus, pour autant que l'activité de trente-huit heures par semaine du travailleur social soit justifiée en application de l'article 51, 2<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup>, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, ci-après dénommé « CWASS ».

#### CHAPITRE III. — Mesures relatives aux maisons d'accueil et aux maisons de vie communautaire

**Art. 4.** Par dérogation à l'article 116 du CRWASS, le taux d'occupation d'une maison d'accueil ou d'une maison de vie communautaire est calculé pour l'année 2021 en excluant la période du 1<sup>er</sup> avril au 30 septembre 2021.

#### CHAPITRE IV. — Mesures relatives aux épiceries sociales et restaurants sociaux

**Art. 5.** Par dérogation à l'article 38/5, alinéa 2, 7<sup>o</sup>, du CRWASS, le nombre de points octroyés en application de l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, du CRWASS est déterminé sur la période de douze mois compris entre le 1<sup>er</sup> mars 2019 et le 29 février 2020, pour toute demande d'agrément introduite entre le 1<sup>er</sup> avril 2021 et le 30 septembre 2021.

Par dérogation à l'alinéa précédent, si le service n'a pas ouvert durant une période se situant entre le 1<sup>er</sup> mars 2019 et le 29 février 2020 car il n'était pas encore créé, et qu'il ne peut donc justifier aucune activité durant cette période, une moyenne est opérée sur les mois durant lesquels le service a été ouvert.

**Art. 6.** Par dérogation à l'article 38/12 du CRWASS, les coefficients fixés à l'article 38/10, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, ne seront pas pris en compte, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2021 au 30 septembre 2021, dans le cadre d'une révision de l'arrêté d'agrément d'un service.

CHAPITRE V. — *Mesures relatives aux services et dispositifs d'accompagnement des violences entre partenaires et des violences fondées sur le genre*

**Art. 7.** Par dérogation à l'article 235/10 du CRWASS, le montant de la subvention de l'année 2022 relative à l'activité du service en 2021 et le solde de la subvention de l'année 2021, sont calculés sur la base du nombre d'heures affectées aux missions en 2019, si le montant ainsi obtenu est supérieur au montant obtenu sur la base de tous les mois de l'année 2021, pour autant que les activités soient organisées à raison de minimum 25% du nombre d'heures requis entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 31 décembre 2021.

CHAPITRE VI. — *Mesures relatives aux initiatives locales d'intégration des personnes étrangères*

**Art. 8.** Par dérogation à l'article 251, § 1<sup>er</sup>, du CRWASS, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2021 est calculé sur la base du nombre de modules programmés pour la période d'avril à septembre 2021 et sur la base du nombre de modules réalisés pour les mois d'octobre à décembre 2021.

Par dérogation aux articles 237/6, alinéa 4, et 237/7, alinéa 4, du CRWASS, les opérateurs peuvent déroger au nombre minimum de 5 participants par groupe jusqu'au 30 septembre 2021.

Par dérogation à l'article 251/1 du CRWASS, le volume d'activités collectives pris en compte pour la détermination du solde de la subvention de l'année 2021 est calculé sur la base du nombre de modules programmés pour la période d'avril à septembre 2021 et sur la base du nombre de modules réalisés pour les mois d'octobre à décembre 2021. Les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2020 dont la période couvre au moins les mois d'avril à septembre 2021 sont immunisées de la même manière que les subventions octroyées sur la base du budget de l'année 2021.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

**Art. 9.** Les délais et périodes visés par le présent arrêté peuvent être prolongés par le Ministre ayant l'action sociale dans ses attributions en cas de persistance, au-delà du 1<sup>er</sup> octobre 2021, des circonstances sanitaires liées à la crise sanitaire du COVID-19.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2021.

Namur, le 27 mai 2021.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances  
et des Droits des Femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/41993]

**27 MEI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van Sociale actie en Gezondheid betreffende de financiering van de operatoren in de sector van de sociale actie in het kader van de gezondheids crisis COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 47, vervangen bij het decreet van 20 februari 2014, artikel 47/3, ingevoegd bij het decreet van 20 februari 2014, artikel 56, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, artikel 56/7, gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2017, artikel 114, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, artikel 115, gewijzigd bij de decreten van 20 februari 2014 en 28 april 2016, artikel 149/17, ingevoegd bij het decreet van 1 maart 2018, en artikel 154/4, ingevoegd bij het decreet van 27 maart 2014 en gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 mei 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 6 mei 2021;

Gelet op het rapport opgesteld op 23 april 2021 overeenkomstig artikel 4, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van het inter-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 12 mei 2021;

Gelet op advies nr. 69.361/4 van de Raad van State, gegeven op 17 mei 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3<sup>o</sup>, van de van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 12/1, 12/2, 29 tot 36, 38/1 tot 38/15, 93 tot 124, 235/9 tot 235/12, 237/6 en 237/7, 251 en 251/1;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regeringen van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in het Overlegcomité, dat sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 26 maart 2021;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheidscrisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen, en met name de maatregelen die aan het einde van de vergadering van het overlegcomité van 24 maart 2021 zijn genomen, om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijkheidsrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende inderdaad dat de federale regering er in maart 2021 aan herinnerde dat het dagelijkse gemiddelde van de nieuwe bevestigde besmettingen met het COVID-19 coronavirus in België zeer sterk was gestegen tot 4331 positieve bevestigde gevallen op 26 maart 2021 en dat in totaal 2492 aan het COVID-19 coronavirus lijdende patiënten in de Belgische ziekenhuizen werden verzorgd; dat op diezelfde datum in totaal 651 patiënten in de eenheden voor intensieve zorgen werden verzorgd;

Dat een vermindering van de aantallen nog steeds noodzakelijk is om uit deze gevaarlijke epidemiologische situatie te geraken;

Overwegende dat de huidige epidemiologische situatie opnieuw noopt tot een drastische beperking van de sociale contacten en de toegestane activiteiten;

Overwegende derhalve dat de federale regering heeft herhaald dat telewerk verplicht is, behalve wanneer de activiteit het niet toelaat;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis, en met name de gevolgen ervan voor de werkorganisatie, de sectoren en de regelingen inzake sociale actie, evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen en met name een aanzienlijke impact kan hebben op de financiering van de operatoren in de sector van de sociale actie in het kader van het beheer van de crisis COVID-19;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de tewerkstelling in deze sectoren en de instandhouding van de sociale prestaties die uit deze regelingen voortvloeien, te garanderen;

Overwegende dat het voor de inachtneming van het continuïteitsbeginsel van de dienstverlening door de overheid passend is de regels aan te passen voor de organisatie van de openbare diensten belast met de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid met respect voor de rechten van de rechthebbenden;

Gelet de rechtsonzekerheid waarin de erkende en gesubsidieerde diensten en instellingen zich momenteel bevinden met betrekking tot de hoogte van de financiering waarop zij recht hebben, gezien de aanzienlijke variatie in hun activiteiten als gevolg van de gezondheidscrisis COVID-19;

Overwegende dat het risico als gevolg van deze juridische en financiële onzekerheid is dat deze actoren hun niveau van dienstverlening en de kwaliteit van de zorg die zij aan de begunstigden verlenen, kunnen verlagen;

Overwegende dat er derhalve op moet worden toegezien dat de subsidies aan de operatoren worden toegekend en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het sociale actiebeleid, worden geëerbiedigd om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Overwegende dat de instandhouding van het dienstenaanbod en de kwaliteit van de zorg in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 bijzonder onmisbaar is;

Overwegende dat het gezien al deze elementen dringend is dat de financieringsmaatregelen van de operatoren in de sector van de sociale actie snel worden aangepast;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid ingegeven wordt door het feit dat het ontworpen besluit bepalingen bevat met betrekking tot het jaar 2021;

Dat ook al hebben sommige bepalingen betrekking op subsidies die in 2022 zijn toegekend, zij bovendien een dringend karakter hebben omdat deze subsidies zullen worden vastgesteld volgens de activiteitenparameters voor het jaar 2020 of 2021, waarbij deze activiteitenparameters momenteel aan de gang zijn en voor sommige daarvan al zijn voltooid;

Dat de operatoren in de sectoren van sociale actie tot slot absoluut zekerheid over hun lot voor het jaar 2021 moeten verwerven, daar genoemde operatoren, indien het voor hen nodig zou zijn om specifieke maatregelen te nemen wegens de invloed van de gezondheidscrisis op hun toekomstige financiering, daar nu al op moeten kunnen anticiperen;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Dat deze uitzonderlijke maatregelen zo nodig en in geval van verlenging of verergering van de hierboven genoemde uitzonderlijke gezondheidsomstandigheden zullen worden herzien of verlengd;

Dat het daartoe dienstig is aan de Minister die bevoegd is voor sociale actie, de bevoegdheid te delegeren om de

werking van de voorgenomen maatregelen te verlengen ingeval de sanitaire omstandigheden die verband houden met de sanitaire crisis van de COVID-19 na 1 oktober 2021 blijven voortbestaan;

Overwegende dat dit besluit op 1 april 2021 in werking moet treden om een onderbreking van de reeds toegestane aanpassingen te voorkomen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit mag het bedrag van de subsidie geenszins hoger zijn dan de daadwekelijk door de begunstigde gedragen kostprijs, voor hetgeen gesubsidieerd wordt.

#### HOOFDSTUK II. — *Maatregelen betreffende de diensten voor sociale insluiting*

**Art. 3.** In afwijking van artikel 29, eerste lid, 2°, van het reglementair Deel van het Waalse wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "CRWASS" genoemd, is de erkende dienst, om het gebruik van de subsidie voor het jaar 2021 te rechtvaardigen en de subsidie voor het jaar 2022 te berekenen, voor een voltijdse werknemer vrijgesteld van de verplichting om tussen 1 april 2021 en 30 september 2021 een activiteitsvolume gewijd aan groepswerk van minstens negentien uur per week te rechtvaardigen, op voorwaarde dat de activiteit van de maatschappelijk werker van achtentwintig uur per week gerechtvaardigd is in toepassing van artikel 51, 2° tot 6°, van het Waalse wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna "CWASS" genoemd.

#### HOOFDSTUK III. — *Maatregelen betreffende opvangthuizen en gemeenschapshuizen*

**Art. 4.** In afwijking van artikel 116 van het "CRWASS" is de bezettingsgraad van een opvangtehuis en gemeenschapshuis voor het jaar 2021 berekend, waarbij de periode van 1 april tot en met 30 september 2021 niet meegerekend wordt.

#### HOOFDSTUK IV. — *Maatregelen betreffende de sociale kruideniers en sociale restaurants*

**Art. 5.** In afwijking van artikel 38/5, tweede lid, 7°, van het "CWASS" wordt het aantal punten dat in toepassing van artikel 38/10, § 1, 2°, 3° en 4°, van het "CRWASS" wordt toegekend, bepaald over de periode van twaalf maanden tussen 1 maart 2019 en 29 februari 2020, voor elke erkenningsaanvraag die tussen 1 april 2021 en 30 september 2021 wordt ingediend.

In afwijking van het vorig lid wordt, indien de dienst tussen 1 maart 2019 en 29 februari 2020 niet open was omdat hij nog niet was opgericht, en hij dus geen activiteit tijdens die periode kan rechtvaardigen, een gemiddelde genomen van de maanden tijdens welke de dienst open was.

**Art. 6.** In afwijking van artikel 38/12 van het "CRWASS" worden de in artikel 38/10, § 1, 2° tot 4°, vastgestelde coëfficiënten voor de periode van 1 april 2021 tot 30 september 2021 niet in aanmerking genomen in het kader van een herziening van het besluit tot erkenning van een dienst.

#### HOOFDSTUK V. — *Maatregelen betreffende de diensten en voorzieningen voor de begeleiding van partnergeweld en gendergerelateerd geweld*

**Art. 7.** In afwijking van artikel 235/10 van het "CRWASS" wordt het bedrag van de subsidie voor het jaar 2022 met betrekking tot de activiteit van de dienst in 2021 en het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal aan opdrachten toegewezen uren, indien het aldus verkregen bedrag groter is dan het op basis van alle maanden van het jaar 2021 verkregen bedrag, op voorwaarde dat de activiteiten worden georganiseerd voor ten minste 25% van het aantal uren dat tussen 1 oktober en 31 december 2021 vereist is.

#### HOOFDSTUK VI. — *Maatregelen betreffende de plaatselijke initiatieven voor de integratie van vreemdelingen*

**Art. 8.** In afwijking van artikel 251, § 1, van het "CRWASS" wordt de omvang van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de vaststelling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal geplande modules voor de periode van april tot en met september 2021 en op basis van het aantal afgeronde modules voor de maanden oktober tot en met december 2021.

In afwijking van artikel 237/6, lid 4, en artikel 237/7, lid 4, van het "CRWASS", kunnen operatoren tot 30 september 2021 afwijken van het minimumaantal van 5 deelnemers per groep.

In afwijking van artikel 251/1 van het "CRWASS" wordt de omvang van de collectieve activiteiten waarmee rekening wordt gehouden bij de vaststelling van het saldo van de subsidie voor het jaar 2021 berekend op basis van het aantal geplande modules voor de periode van april tot en met september 2021 en op basis van het aantal afgeronde modules voor de maanden oktober tot en met december 2021. Subsidies die op basis van de begroting van het jaar 2020 worden toegekend en waarvan de periode ten minste de maanden april tot en met september 2021 bestrijkt, worden op dezelfde wijze geïmmuniseerd als subsidies die op basis van de begroting van het jaar 2021 worden toegekend.

#### HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

**Art. 9.** De in dit besluit genoemde termijnen en periodes kunnen door de minister van Sociale Actie worden verlengd indien de met de gezondheids crisis COVID-19 verband houdende gezondheidsomstandigheden na 1 oktober 2021 blijven voortbestaan.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 2021.

Namen, 27 mei 2021.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE